



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 14

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

Présentation

Présenté par
M. Yves Séguin
Ministre du Travail

Éditeur officiel du Québec
1989

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi vise principalement à instaurer, en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, une nouvelle structure de classification des employeurs et un nouveau mode de tarification de ceux-ci.

Il permet également à la Commission de la santé et de la sécurité du travail d'ajouter à la cotisation des employeurs un montant fixe, déterminé annuellement, pour défrayer les dépenses qu'elle encourt dans la gestion de leurs dossiers financiers.

Il établit, de plus, qu'un avis d'imputation a effet immédiatement malgré une demande de révision ou un appel et cela, à compter de la mise en vigueur de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Ce projet confère, en outre, de nouveaux pouvoirs réglementaires à la Commission en matière de financement et prévoit, par ailleurs, que les règlements adoptés avant le 1^{er} juillet 1990, en vertu de ces nouveaux pouvoirs réglementaires, auront effet à compter de l'année de cotisation 1990.

Enfin, ce projet prévoit les mesures transitoires nécessaires à l'implantation du nouveau mode de tarification.

LOI MODIFIÉE PAR CE PROJET:

– Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001).

Projet de loi 14

Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 286 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de ce qui suit: «l'expertise actuarielle visée dans l'article 304» par ce qui suit: «les expertises actuarielles visées aux articles 304, 314 et 454».

2. L'article 297 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**297.** La Commission détermine annuellement par règlement des unités d'activités économiques qu'elle regroupe en secteurs.».

3. L'article 300 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de ce qui suit: «la division, le grand groupe ou le groupe industriel visé pour cet employeur et pour» par ce qui suit: «les unités qui, selon les informations disponibles, peuvent correspondre aux activités de cet employeur et de»;

2° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots «qui s'y rattache pour laquelle» par les mots «parmi celles identifiées dont».

4. L'article 301 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne de la partie qui précède le paragraphe 1° du premier alinéa, après le mot «si», de ce qui suit: «les conditions suivantes sont satisfaites:»;

2° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° du premier alinéa par les suivants :

« 1° il existe plus d'une unité pour ces activités ;

« 2° il n'existe aucune unité qui regroupe l'ensemble de ces activités ;

« 3° les travailleurs affectés à une activité économique de l'employeur ne sont pas substantiellement exposés aux risques de lésions professionnelles d'une autre activité économique de cet employeur. » ;

3° par le remplacement de la première ligne du deuxième alinéa par ce qui suit : « L'employeur doit, à la demande de la Commission, ou il peut, de sa propre initiative, » ;

4° par l'insertion, dans la première ligne du troisième alinéa, après le mot « déclarations » de ce qui suit : « ou de satisfaire à la condition prévue au paragraphe 3° du premier alinéa ».

5. L'article 304 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « annuellement » des mots « par règlement » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 304, du suivant :

« **304.1** La Commission fixe, conformément à ses règlements, un taux personnalisé de cotisation applicable à l'employeur qui, relativement à une unité dans laquelle il est classé, satisfait, pour l'année de cotisation, aux conditions d'assujettissement déterminées par ces règlements.

Aux fins de la fixation du taux personnalisé, la Commission détermine annuellement par règlement les ratios d'expérience des unités d'activités. ».

7. L'article 305 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le mot « classé » de ce qui suit : « ou, le cas échéant, au taux personnalisé qui lui est applicable ».

8. L'article 313 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**313.** La Commission peut augmenter la cotisation des employeurs d'un montant fixe qu'elle détermine annuellement pour la gestion de chacun des dossiers financiers qu'elle tient pour ceux-ci et dont les frais ne sont pas financés au moyen des taux fixés en vertu des articles 304 et 304.1. ».

9. L'article 314 de cette loi est remplacé par les suivants :

«**314.** La Commission procède, conformément à ses règlements, à l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle d'un employeur qui satisfait, pour l'année de cotisation, aux conditions d'assujettissement déterminées par ces règlements.

Cet ajustement rétrospectif tient compte des éléments prévus par règlement dont notamment de la prise en charge par l'employeur du coût des prestations.

La Commission détermine annuellement par règlement, après expertise actuarielle, les primes d'assurance nécessaires à l'ajustement définitif de la cotisation annuelle.

«**314.1** L'ajustement rétrospectif est augmenté d'un intérêt au taux, aux conditions et selon les modalités déterminés par règlement.

«**314.2** La Commission paie en un seul versement le montant dû à l'employeur au titre de l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle de celui-ci et, le cas échéant, l'employeur paie le montant dû à la Commission à ce même titre, auquel cas la section V du présent chapitre s'applique. ».

10. L'article 361 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots «et un avis de cotisation» par ce qui suit : «, un avis de cotisation et un avis d'imputation».

11. L'article 454 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 5° par les suivants :

«5° déterminer, aux fins de l'article 297, des unités d'activités économiques et les secteurs qui les regroupent ;

«6° fixer, aux fins de l'article 304, le taux de cotisation applicable à chaque unité d'activités ;

«7° déterminer les conditions d'assujettissement d'un employeur à un taux personnalisé, les éléments dont elle doit tenir compte et la méthode qu'elle doit suivre pour l'établir ;

« 8° déterminer, aux fins de la fixation du taux personnalisé, les ratios d'expérience des unités d'activités;

« 9° déterminer les conditions d'assujettissement d'un employeur à l'ajustement rétrospectif de sa cotisation, les éléments dont elle doit tenir compte et la méthode qu'elle doit suivre pour l'établir et, sans limiter ce qui précède, prévoir, aux fins de cet ajustement, la prise en charge par l'employeur du coût des prestations, les limites de prise en charge qu'il peut choisir, les conditions et modalités d'exercice de ce choix et les cas où la limite applicable est celle déterminée par le règlement;

« 10° déterminer les primes d'assurance nécessaires à l'ajustement rétrospectif définitif de la cotisation annuelle;

« 11° fixer, en fonction de la cotisation applicable à l'employeur en vertu de l'article 305, le maximum que ne peut excéder la cotisation de cet employeur ajustée rétrospectivement;

« 12° déterminer le taux de l'intérêt dont est augmenté l'ajustement rétrospectif de la cotisation annuelle d'un employeur et les conditions et les modalités d'application de cet intérêt;

« 13° déterminer dans quels cas et à quelles conditions plusieurs employeurs peuvent demander d'être considérés comme un seul et même employeur aux fins de l'application du taux personnalisé ou de l'ajustement rétrospectif de la cotisation.

Dans l'exercice des pouvoirs réglementaires prévus aux paragraphes 7° et 9° du premier alinéa, la Commission peut prévoir que certains éléments nécessaires à l'établissement du taux personnalisé ou à l'établissement de l'ajustement rétrospectif seront déterminés après expertise actuarielle dans les cas ou dans les circonstances prévus par ces règlements. ».

12. L'article 455 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « et » de ce qui suit: « , s'il s'agit d'un règlement adopté en vertu des paragraphes 1° à 4° et 7° à 13° de l'article 454, il sera ».

13. L'article 456 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **456.** Le gouvernement peut modifier un règlement qui lui est soumis pour approbation par la Commission en vertu de l'article 455. ».

14. Pour l'application des articles 304.1 et 314 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, la Commission peut tenir compte de données antérieures au 1^{er} janvier 1990.

15. La Commission rembourse à l'employeur visé par la politique administrative qui, en vertu du mode de financement antérieur à l'année de cotisation 1990, limitait la variation à la baisse du taux de cotisation d'une unité à une seule classe de taux par année, un montant au titre des crédits reportés lors de la tarification de l'année de cotisation 1989. Ce montant correspond au résultat obtenu en multipliant la différence, pour l'année de cotisation 1989, entre le taux imposé à l'employeur et le taux mathématique de l'unité dans laquelle il est classé par les salaires assurables payés par cet employeur au cours de cette année. Le montant remboursable ne peut être supérieur au montant de la cotisation de l'employeur calculée selon le taux qui lui a été imposé pour cette année lequel taux est réduit de celui de la classe 1.

Toutefois, l'employeur n'a pas droit à ce remboursement si, pour l'année 1989, le taux mathématique de l'unité dans laquelle il était classé et le taux de cotisation de cette unité se situaient à l'intérieur de la même classe de taux ou si cet employeur appartenait au cours de cette année à une unité identifiée comme transitoire dans le cadre de la tarification de l'année de cotisation 1989.

16. Malgré les articles 9 et 11, le chapitre I du Règlement sur le système de cotisation basé sur le mérite ou le démérite des employeurs approuvé par le Décret 1628-86 (1986, G.O. 2, 4426) du 29 octobre 1986 continue de s'appliquer pour les années de référence 1987, 1988 et 1989 et le chapitre II de ce règlement pour l'année 1989.

17. Les règlements adoptés, avant le 1^{er} juillet 1990, par la Commission de la santé et de la sécurité du travail en vertu des paragraphes 7° à 12° de l'article 454 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles édictés par l'article 11 de la présente loi pourront être approuvés par le gouvernement sans qu'ils aient fait l'objet d'une publication préalable à la *Gazette officielle du Québec* et entrer en vigueur dès la publication à la *Gazette officielle du Québec* du décret du gouvernement les approuvant accompagné de leur texte. Ces règlements auront effet à compter de l'année de cotisation 1990.

Les règlements adoptés par la Commission, avant le 1^{er} juillet 1990, en vertu des paragraphes 5° et 6° de cet article édictés par l'article 11 de la présente loi pourront entrer en vigueur dès leur publication à la *Gazette officielle du Québec* sans qu'ils aient fait l'objet d'une publication préalable à la *Gazette officielle du Québec* et ils auront effet pour l'année de cotisation 1990.

18. L'article 10 a effet depuis le 19 août 1985.

19. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1990.